

**Point de presse de la porte-parole -
Suisse/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian -
Israël/Détention de M. Salah
Hammouri - Iran - Syrie - Arabie
saoudite - Libye
(Paris, 23 août 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Suisse - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (Berne, 24 août 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera le 24 août 2018 une visite de travail à Berne. Il s'entretiendra avec le conseiller fédéral et chef du Département fédéral des affaires étrangères, M. Ignazio Cassis.

Les échanges porteront sur la dynamique positive de notre relation bilatérale, sur les principaux dossiers internationaux, ainsi que sur les relations entre la Suisse et l'Union européenne. La Suisse comme la France sont attachées à la préservation d'un multilatéralisme fort et efficace.

La relation bilatérale entre la France et la Suisse est ancienne et dense : notre dialogue politique est régulier ; le développement de nos investissements croisés témoigne de la confiance réciproque de nos investisseurs ; la qualité de notre coopération scientifique nous place à un niveau d'excellence dans de nombreux domaines (espace, transports, énergie et pharmacie notamment). La Suisse accueille la plus importante communauté française (187.000 expatriés) et la plus importante communauté suisse à l'étranger est en France (200.000).

À l'occasion de son déplacement, M. Jean-Yves Le Drian se rendra au Kunstmuseum Bern - Zentrum Paul Klee, légataire universel de la collection Gurlitt. Il sera accueilli par le vice-président de la fondation, M. Jonathan Gimmel, ainsi que par la directrice générale du musée, Mme Nina Zimmer. Il rappellera à cette occasion les engagements pris par le Premier ministre à l'occasion de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv, le 22 juillet dernier, pour relancer les travaux de recherche de provenance et le processus de restitution des biens culturels spoliés, auxquels le ministère de l'Europe et des affaires étrangères contribue activement.

2 - Israël - Détention de M. Salah Hammouri

Cela fait un an que M. Salah Hammouri, ressortissant français, a été incarcéré par les autorités israéliennes. La France reste préoccupée par la poursuite de sa détention administrative, qui a été prolongée jusqu'au 30 septembre.

Le président de la République et le ministre de l'Europe et des affaires étrangères ont évoqué la situation de notre compatriote avec le Premier ministre israélien à plusieurs reprises. Ils ont demandé qu'il soit mis fin à sa détention administrative, qui ne lui permet pas d'avoir connaissance des charges retenues contre lui. Ils ont également demandé que l'ensemble de ses droits soient respectés et que sa famille, en particulier son épouse et son fils, puissent lui rendre visite. Ces demandes font l'objet de discussions constantes avec les autorités israéliennes en vue de leur mise en oeuvre.

Dans l'attente de sa libération, M. Salah Hammouri continuera de bénéficier de la protection consulaire prévue par la Convention de Vienne, au titre de laquelle il a pu recevoir, depuis le début de sa détention, des visites régulières des autorités consulaires françaises. Nous réitérons notre demande que l'ensemble de ses droits soient respectés.

3 - Iran

Q - Pensez-vous qu'un système européen de paiement à la place du système SWIFT, comme prôné par le ministre des affaires étrangères allemand, est une proposition faisable pour contribuer à sauver l'accord sur le nucléaire iranien ?

R - La France défend la préservation et la mise en oeuvre de l'accord de Vienne par toutes les Parties.

Nous étudions avec nos partenaires, notamment européens, les moyens pour que l'Iran continue de tirer, dans la mesure du possible, les bénéfices économiques attachés à la mise en oeuvre de l'accord, en particulier par la préservation de canaux financiers et de mécanismes de financement, pourvu qu'il continue de respecter intégralement celui-ci.

4 - Syrie

Q - Selon le ministère des affaires étrangères, quelles sont les conditions nécessaires à un retour sûr, digne et volontaire des réfugiés en Syrie ? Estimez-vous qu'un retour puisse commencer dans les conditions actuelles ?

R - Plus de 5,6 millions de Syriens sont réfugiés dans les pays voisins et en Europe. La Syrie compte 6,6 millions de déplacés internes, représentant la plus grande population déplacée dans le monde. Ces personnes ont fui la violence, l'insécurité et les exactions d'un régime criminel. Leur retour doit impérativement être volontaire et leur garantir de vivre dignement et en sécurité, conformément aux critères du HCR.

À ce jour ces conditions ne sont pas réunies. L'adoption de la loi 10 qui prive les réfugiés et les déplacés de leurs propriétés, l'instabilité du pays et les cas d'arrestation et de conscription forcée de réfugiés rentrés depuis le Liban, témoignent de la poursuite par le régime d'une stratégie de prédation envers les réfugiés et les déplacés. Alors que cette année a vu le mouvement de déplacés le plus important depuis le début du conflit, avec 920.000 nouveaux déplacés depuis janvier 2018 et que l'ensemble de la communauté internationale alerte sur les risques d'une crise humanitaire et migratoire majeure en cas d'offensive contre la province d'Idlib, envisager un retour des réfugiés est illusoire, dans les conditions actuelles.

La France demeure mobilisée pour soutenir les efforts des pays voisins qui accueillent des millions de réfugiés. C'est dans cet esprit que nous avons annoncé un engagement de plus d'un milliard d'euros pour 2018-2020 pour la Syrie et les pays d'accueil des réfugiés syriens, lors de la conférence de Bruxelles II du 25 avril dernier.

Nous sommes également mobilisés dans les instances internationales et avec nos partenaires pour que les conditions d'un retour volontaire, sûr et digne, soient respectées. Nous demandons notamment l'abrogation de la loi 10 et des garanties de la part du régime d'exemption de représailles et de conscription forcée. Nous rappelons que seule une solution politique négociée conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies permettra de créer les conditions d'un retour sûr, digne et volontaire des réfugiés et des déplacés internes.

5 - Arabie saoudite

Q - La peine de mort a été requise contre cinq militantes des droits de l'Homme en Arabie saoudite. Quelle est votre réaction ?

R - Notre position sur la peine de mort, comme celle de nos partenaires européens, est bien connue : la France est opposée à la peine de mort en tous lieux et en toutes circonstances. Elle est engagée de façon déterminée et constante pour l'abolition universelle de ce châtiment injuste, inhumain et inefficace. Elle appelle tous les Etats appliquant encore la peine de mort à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive.

6 - Libye

Q - Que pensez-vous de l'initiative italienne, soutenue par les Etats-Unis, de tenir une conférence sur la stabilisation de la Libye ?

R - Nous avons pris note avec intérêt de l'intention de l'Italie, qui est un partenaire de premier plan sur le dossier libyen, d'organiser une conférence internationale qui ferait suite à celle de Paris.

La France est convaincue que seule une solution politique, sous l'égide des Nations unies, permettra de stabiliser durablement la Libye. C'est l'objet de la feuille de route du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé, auquel nous apportons

notre plein soutien.

Cela passe par l'adoption d'une base constitutionnelle en vue de l'organisation d'élections présidentielles et législatives, dont le calendrier a été précisé et agréé par les principaux acteurs libyens lors de la conférence de Paris du 29 mai, en présence du RSSGNU et de la communauté internationale, avant d'être endossé par le Conseil de sécurité.

La France soutient toutes les initiatives s'inscrivant dans le cadre de la médiation onusienne qui oeuvrent à une réconciliation inter-libyenne et à une stabilisation du pays./.